

Le Kénya appelle l'Ethiopie à dialoguer et à cesser la guerre

Page 6

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 09 février 2022

7 jrs/7

N°1855

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



Assassinat Thomas Sankara : 30 ans de prison requis contre l'ex président, Blaise Compaoré

Page 12

Le cancer fait de plus en plus de victimes en Afrique

Page 7



Le sénat américain durcit le ton face à la junte soudanaise

Page 2



BAD et ONU Femmes : 4 millions de dollars pour l'entrepreneuriat féminin en Afrique de l'Ouest

Page 3



SOUDAN

Le sénat américain durcit le ton aux militaires au pouvoir

Le sénateur américain à demandé des sanctions contre ceux qui sont considérés comme des fauteurs de troubles dans le projet de transition au Soudan à la suite du coup d'État.





Washington se dit prêt à prendre des mesures supplémentaires contre l'armée si la violence continuait

Bob Menendez, président de la commission des relations étrangères du Sénat américain, et Jim Rich, républicain du Sénat, ont affirmé que le gouvernement américain devrait durcir les sanctions contre ceux qui entravent la transition et encouragent les violations des droits humains au Soudan. Alors que la transition se trouve dans une impasse ,avec des manifestations tout à azimuth, Molly Phee, la sous-secrétaire d'État américaine aux affaires africaines, a déclaré à l'AFP que les États-Unis avaient clairement fait savoir aux chefs militaires soudanais que Washington était prêt à prendre des mesures supplémentaires contre l'armée si la violence continuait. "Nous examinons la gamme complète d'outils conventionnels et non conventionnels disponibles pour réduire davantage les fonds disponibles pour le régime militaire soudanais, isoler les entreprises contrôlées par l'armée et augmenter les risques de réputation pour quiconque choisit de continuer à s'engager dans un" business as usual" .

Les violences doivent cesser

La responsable américaine a indiqué avoir affirmé que "les violences pratiquées par les services de sécurité face aux

La suite à la page 3

SÉNÉGAL

La suite de la page 2

manifestants pacifiques depuis le 25 octobre doivent cesser". Les actions du chef de l'armée Abdel Fattah al-Burhan le 25 octobre ont suspendu les accords de partage du pouvoir entre l'armée et les civils qui avaient été négociés après le renversement du régime d'Omar al-Bashir lors d'un soulèvement populaire en avril 2019. Au moment où le gouvernement du Premier ministre Abdalla Hamdok a été renversé, Phee a déclaré que les États-Unis étaient préoccupés par l'appel de l'armée à des élections en 2023. Bien que l'armée ait indiqué qu'elle remettrait le pouvoir aux civils et qu'elle soit prête à organiser des élections, l'absence d'un gouvernement de transition substantiel à la suite du coup d'État signifie que rien n'a bougé en trois mois.Le mois dernier, les Nations Unies ont ouvert des consultations avec les forces politiques soudanaises dans le cadre d'une initiative internationale visant à résoudre la crise qui a éclaté dans le pays, une proposition rejetée par certains groupes civils.

K.Fiakofi

La BAD et ONU Femmes signent une convention de financement de 4 millions de dollars pour soutenir les femmes entrepreneures en Afrique de l'Ouest



L'accord de collaboration a été signé par Oulimata Sarr, directrice régionale d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et Marie Laure Akin-Olugbade à Dakar

Le Groupe de la Banque africaine de développement, à travers son Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique (AFAWA), a signé le 27 janvier à Dakar, une convention de financement de quatre millions de dollars américains avec ONU Femmes pour soutenir l'accès des femmes entrepreneures aux marchés publics en Afrique de l'Ouest, selon 54etats.com

La Convention de financement de la Banque Africaine de Développement va permettre en effet, d'améliorer l'accès des entreprises dirigées par des femmes aux marchés publics et le développement d'initiatives d'approvisionnement sensibles au genre, dans le cadre de programmes inclusifs de relance post-Covid-19 au Sénégal, au Mali, en Côte d'Ivoire et au Nigeria, rapporte 54etats.com. « *La Banque africaine de développement est extrêmement fière d'avoir signé ce projet en partenariat avec ONU Femmes grâce au*

La suite à la page 4

SÉNÉGAL

La suite de la page 3



La convention de financement est la plus importante jamais signée par la Banque en faveur d'ONU Femmes

financement de l'initiative AFAWA, a déclaré Marie-Laure Akin-Olugbade, directrice générale de la Banque pour la région Afrique de l'Ouest. Nous nous engageons à libérer le potentiel entrepreneurial des femmes et à les voir grandir. *Nous sommes convaincus que ce projet à fort impact va offrir de grandes opportunités aux femmes entrepreneures au Sénégal et dans la région* » a-t-elle poursuivi.

Améliorer la législation et à améliorer les capacités des femmes à accéder aux appels d'offres publics

L'accord de collaboration a été signé en présence du président du Groupe de la Banque africaine de développement, Dr Akinwumi A. Adesina, en visite officielle au Sénégal, et du ministre sénégalais de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Amadou Hott, selon la même source. Même si les marchés publics représentent une part importante de la demande mondiale de biens et services, les entreprises appartenant à des femmes n'ont accès qu'à 1 % des marchés publics. En Afrique de l'Ouest, les femmes sont sous-représentées en tant qu'entrepreneures accédant aux opportunités de marchés publics. Une étude d'ONU Femmes a révélé qu'au Sénégal, par exemple, moins de 10 % des femmes entrepreneures sont informées de la législation positive sur les marchés publics visant à accroître l'engagement des femmes, et moins de 5 % sont efficacement informées du processus et des modes de passation des marchés publics. Et pour Oulimata Sarr, directrice régionale d'ONU Femmes, "Ce projet arrive au bon moment car les femmes entrepreneures doivent être soutenues pour la relance après la pandémie de Covid-19. Les secteurs public et privé ont un rôle essentiel à jouer pour permettre aux entreprises appartenant à des femmes d'accéder à des contrats plus importants. En plus des interventions au Nigeria, au Mali, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, le projet va travailler avec les institutions régionales pour influencer les processus continentaux clés qui sont importants pour l'accès des femmes entrepreneurs aux marchés, tels que la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine". Le projet vise à améliorer la législation et à améliorer les capacités des femmes à accéder aux appels d'offres publics.

Pierre Oued.

ANNONCE


www.formationenligne.org
SUIVI EVALUATION
DES PROJETS ET PROGRAMMES
Certificats
Certificat de Qualification et des techniques
Certificat de Spécialisation
Certificat d'Expertise
Certificat de formation
Diplômes
Master 1
Master 2
MBA
Le leader mondial de la formation en ligne
+22677200026
+222677200026
otc@otc-mail.com
/OTCMEDIA1
/OTCInt
/OTCWORLD

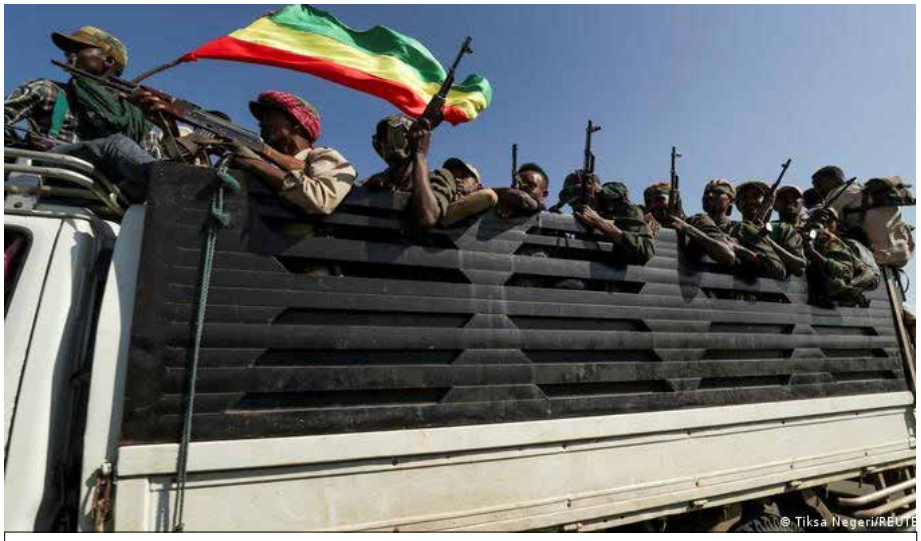
AFRIQUE

Le Kenya appelle l'Ethiopie au dialogue et à mettre fin à la guerre

Le président kényan, Uhuru Kenyatta, a appelé mercredi 03 février les protagonistes éthiopiens à engager une «véritable» réconciliation et à mettre fin à la guerre qui dure depuis plus d'un an.



Le président kényan veut une résolution pacifique de la crise au Tigré



Les forces de défense nationale éthiopiennes et les milices alliées appelées à déposer les armes et à dialoguer

S'exprimant pour la troisième fois sur le conflit en Éthiopie, le président kényan a déclaré à The EastAfrican que les civils éthiopiens ont vu leur dignité bafouée alors que les protagonistes continuent de se battre. Malgré une apparente victoire des forces gouvernementales face aux forces tigréennes, des combats sporadiques se sont poursuivis avec de graves pertes en vies humaines des deux côtés ainsi qu'un blocus sur le Tigré qui a soulevé des préoccupations humanitaires, selon notre source qui cite le président Uhuru. La promesse d'une Éthiopie pacifique, sûre et stable ne sera réalisée que par la capacité de toutes les parties en Éthiopie à surmonter les défis de manière à la fois durable et acceptable pour tout le peuple éthiopien, a-t-il indiqué dans un communiqué. Il a appelé les belligérants à la trêve, à faire la paix et à une réconciliation véritable.

Dialogue et compromis

Un dialogue national inclusif devrait avoir lieu, selon le président kényan, où les deux parties accepteraient de faire des compromis. En marge du sommet de l'Union africaine, Uhuru Kenyatta a estimé que personne ne viendra faire la paix à la place des Kényans qui devraient, de son point de vue, faire preuve de volonté politique. Et pour cela, a-t-il insisté, les belligérants doivent déposer les armes, dialoguer et aller à une paix durable en Éthiopie.

K.Fiakofi

SANTE

Le cancer fait de plus en plus de victimes en Afrique



L'exposition à différentes formes de pollution, une consommation accrue d'alcool et de tabac….

Le cancer se répand de plus en plus en Afrique. La méconnaissance de la maladie, la consommation d'aliments transformés, d'aliments gras, une alimentation carnée ou la consommation d'aliments trop sucrés expliqueraient cette situation, rapporte DW.

Pour ce qui est de la méconnaissance de la maladie en Afrique, c'est un phénomène bien réel, selon l'étude, dans la mesure où une certaine opinion considère que la maladie n'existe pas en Afrique. Lilian Gasper est interne de médecine dans le service de cancérologie du centre médical de Moshi en Tanzanie. Elle reçoit de plus en plus de gens en consultation mais souvent, ses patients ne savent pas grand-chose sur le cancer. Le manque d'éducation au dépistage est en cause.. Les gens ne sont pas soumis à un dépistage régulier du cancer du col de l'utérus par exemple. Ce qui fait que les patientes ne viennent à l'hôpital que si elles présentent des symptômes, autrement dit lorsqu'elles ont déjà une charge de morbidité élevée.» indique t-elle, selon la DW.

L'augmentation du nombre de cas de cancer en Afrique subsaharienne n'est pas seulement liée au manque de connaissances de la population, explique Lilian Gasper qui cite les *comportements à risque tels que les partenaires sexuels multiples et les pratiques dangereuses ainsi que le manque de vaccin qui faait que beaucoup de femmes ne sont pas vaccinées* en Afrique.

Manque de médecins, manque de moyens

Selon le docteur Oliver Henke qui a également travaillé en Tanzanie,

La suite à la page 8

SOCIETE

La suite de la page 7



…mais aussi une nourriture trop chargée en viande, en sucre et en aliments transformés sont autant de facteurs qui augmentent le risque de contracter la maladie, selon une étude scientifique publiée en 2018

environ 30% des cancers en Afrique subsaharienne sont causés, directement ou indirectement, par des infections liées notamment à des comportements à risque, indique DW. En effet comme exemple classique on peut citer le sarcome de Kaposi qui survient en cas d'infection par le VIH. Ou encore le taux élevé de cancer du col de l'utérus qui est provoqué par le papillomavirus humain. Et c'est déjà une différence avec les entités cancéreuses que nous voyons ici en Allemagne ou en Europe, où nous avons plutôt affaire à des cancers du côlon et du poumon». Le docteur Henke a aussi observé que les formes de cancers développés en Afrique sont souvent plus agressives qu'en Europe - une différence d'origine probablement génétique et qui expliquerait pourquoi le taux de mortalité dû à la maladie est aussi plus élevé. En plus, est en cause le manque de médecins, le manque de moyens. En effet, le manque d'oncologues sur le continent est flagrant : en Tanzanie par exemple, pour 60 millions d'habitants, il y a moins de vingt médecins spécialisés dans le cancer. Et seuls trois hôpitaux proposent des thérapies adaptées ... Une thérapie qu'il faut par ailleurs pouvoir financer. Rare sont les gens qui disposent d'une assurance santé qui couvre les frais engendrés par la maladie.

Source : DW

Pierre Oued.

La famine menace 13 millions de personnes dans la Corne de l'Afrique

Selon une déclaration du Programme alimentaire mondiale (PAM) hier, une famine menace 13 millions de personnes de la Corne de l'Afrique due à la sécheresse endémique qui sévit dans la région depuis plus de 4 décennies. Les pays les plus touchés sont le Kenya, la Somalie et l'Ethiopie.

Selon l'agence des Nations Unies, cette partie orientale du continent africain a été confrontée à une mauvaise saison pluvieuse consécutive pendant trois ans, depuis 1981, créant un déficit pluviométrique qui a décimé les cultures. Cette situation a également eu pour corollaire "une mortalité anormalement élevée du bétail".

"L'eau et les pâturages se font rares et les prévisions de précipitations inférieures à la moyenne pour les mois à venir ne font qu'aggraver la

La suite à la page 9

SOCIETE

La suite de la page 8



La région vit sa pire sécheresse depuis 1981



5,5 millions d'enfants menacés de malnutrition aiguë en Érythrée, Éthiopie, Kenya et Somalie

vulnérabilité des populations. Ces manques obligent donc les familles à quitter leur foyer, entraînant ainsi « une recrudescence des conflits entre les communautés", a indiqué le PAM.

"Les récoltes sont ruinées, le bétail meurt et la faim augmente alors que des sécheresses récurrentes affectent la Corne de l'Afrique", selon Michael Dunford, Directeur régional du PAM en Afrique de l'Est.

Le sort des couches les plus vulnérables notamment les enfants est plus préoccupant dans cette crise. « Ces enfants paient le plus lourd tribut à des crises dont ils ne sont pas responsables », a déclaré lors d'une conférence virtuelle depuis Nairobi (Kenya), Mohamed Fall, Directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique orientale et australe, ajoutant que cette crise due au climat prive les enfants « d'un foyer, d'un repas, d'une salle de classe et de l'accès à des services de santé vitaux ».

A cet effet, l'UNICEF prévoit que "jusqu'à 20 millions de personnes en Érythrée, en Éthiopie, au Kenya et en Somalie auront besoin d'eau et de nourriture au cours des six prochains mois (...) À l'heure actuelle, près de 5,5 millions d'enfants d'Érythrée, d'Éthiopie, du Kenya et de Somalie sont menacés par la malnutrition aiguë et environ 1,4 million par la malnutrition aiguë sévère". Encore pire, l'UNICEF craint même une hausse de 50%, si les pluies ne tombent pas dans les trois prochains mois.

Le PAM a lancé cette semaine son Plan d'intervention contre la sécheresse dans la corne de l'Afrique qui nécessiterait 327 millions de dollars.. De son côté, l'UNICEF a besoin de 123 millions pour ses opérations dans cette région.

Lucien DAKISSAGA

BURKINA FASO

L'UNIR/MPS vole au secours des déplacés internes

Le lundi 7 février 2022, à Ouagadougou, l'Union pour la Renaissance/Mouvement Patriotique Sankariste (UNIR/MPS) a procédé à la remise symbolique de dons de diverses natures au profit des Personnes Déplacées Internes (PDI). Cette activité s'est déroulée en présence des autorités administratives chargées de la question humanitaire et des Hommes de médias.



Le président de l'UNIR/MPS, Me Sankara (tenue verte), remettant symboliquement un chèque et des vivres et matériels aux PDI

La remise des dons, à en croire les premiers responsables du parti, est le fruit d'une action de solidarité initiée au regard de la dégradation de la situation humanitaire en lien avec l'insécurité au Burkina Faso. Cet élan de solidarité, débuté le 15 décembre 2021 et qui a pris fin le 15 janvier dernier, a permis, selon eux, de récolter des dons de diverses natures. Dans un premier temps, confient-ils, le parti, à travers ses représentations sur toute l'étendue du territoire, a collectionné 892 poches de sang. Ces poches de sang, de l'avis des organisateurs de l'activité, iront à l'endroit des blessés des différentes attaques terroristes dans notre pays, depuis quelques années. Les dons en nature se composent comme suit: plus de 12 tonnes de riz, près d'une dizaine de sacs de 50 kg de maïs et de sorgho, 151 sacs de vêtements, 10 sacs de chaussures, 50 cartons de savons, 8 cartons de beurre de karité et des lots divers. Outre cela, «le parti de l›œuf et de la colombe» a pu recueillir auprès de ses militants et sympathisants la somme de plus de 6 millions de FCFA.

Le patriotisme des Burkinabè salué à sa juste valeur

Pour le porte-parole des donateurs et président de l'UNIR/MPS, le geste est à mettre à l'actif de l'esprit de solidarité et de patriotisme des Burkinabè envers les plus démunis. «Au niveau de notre parti, nous avons voulu développer un élan de solidarité. Nous constatons qu›en un *mois de collecte seulement, la moisson a été très bonne. Cette collecte explique aisément la fibre patriotique qui réside en chaque Burkinabè*», a déclaré

La suite à la page 11

La suite de la page 10

Me Bénéwendé Sankara. Ce dernier, bien qu'étant visiblement satisfait de cette «moisson», a lancé un appel à tous ses compatriotes afin d'emboîter le pas, car, d'après lui, les besoins chez les PDI sont loin d'être satisfaits. Pour acheminer ces dons à ces destinataires que sont les PDI, la coalition de partis politiques a confié la tâche aux autorités administratives en charge de l'action sociale et de la solidarité nationale. Abdoul Karim Tiendrébéogo, chef de la délégation administrative, après avoir reçu des lots, a remercié les donateurs. «C'est véritablement avec joie que nous assistons à cette cérémonie *initiée par l'UNIR/MPS pour les milliers de PDI. Après avoir procédé à l'enlèvement de ces matériels, nous allons les répartir minutieusement en fonction des effectifs déjà répertoriés à notre niveau»*, a-t-il laissé entendre. Selon les statistiques officielles, près de 2 millions de personnes ont fui leurs localités d'origine du fait de la menace terroriste, il y a près de 7 ans maintenant.

Abdoul Karim TAPSOBA

Situation nationale: les professionnels des médias regrettent le coup d'Etat

Dans une déclaration rendue publique le 8 février 2022 dont nous avons obtenu copie, les organisations professionnelles des médias du Burkina Faso y ont livré leur lecture de la situation nationale. De l'état de la liberté, de la presse en passant par l'avènement du putsch du 24 janvier 2022, rien n'a été omis par les organisations signataires.

Elles sont au nombre de sept (07), les Organisations Professionnelles des Médias (OPM) qui ont apposé leur signature sur ladite déclaration. On peut citer le Centre National de Presse Norbert Zongo (CNP-NZ), l'Association des Journalistes du Burkina (AJB), la Société des Editeurs de Presse Privée (SEP), le Syndicat Autonome des Travailleurs de l'Information et de la Culture (SYNATIC), l'Union Burkinabè des Éditeurs privés de Services de Télévision (UBESTV), l'Union Nationale de l'Audiovisuel Libre du Faso (UNALFA) et l'Association des Éditeurs et Professionnels des Médias en Ligne (AEPML). D'entrée de jeu, ces différentes structures ont rappelé le contexte dans lequel le renversement du régime de l'ex président Roch Kaboré est intervenu. De cette note, il ressort que c'est en se basant sur «la dégradation continue de la situation sécuritaire et l'incapacité manifeste du pouvoir de Roch Marc Christian Kaboré (ex président du Faso, ndlr) à unir les Burkinabè», qu'une junte militaire dénommée Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR) du Lieutenant colonel Paul Damiba s'est immiscée dans l'arène politique fin janvier 2022 au Burkina Faso. En octobre 2014 et en septembre 2015, rappellent ces OPM, les Burkinabè ont respectivement conduit une insurrection populaire et une résistance à un putsch. Pour ces structures signataires, «ces deux évènements traduisent, à eux seuls, les énormes sacrifices que les Burkinabè ont consentis et sont prêts à consentir pour réaliser leurs aspirations à plus de liberté et de démocratie».

La suite à la page 12

La suite de la page 11



Les professionnels des médias (gauche) invitent le Président du Faso, le Lieutenant colonel Paul Henry Sandaogo Damiba (droite) à garantir et à veiller au respect des libertés individuelles et collectives

Les OPM invitent le MPSR à respecter ses engagements

Parlant de l'ensemble des citoyens et des Hommes de médias en particulier, les rédacteurs de la note relèvent que ceux-ci ont toujours été au charbon pour plus d'indépendance de la presse, pour la bonne gouvernance, le respect des droits humains et le renforcement de la démocratie et cela depuis l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, le 13 décembre 1998. Fidèles à leur tradition, ces organisations mentionnent, au titre de leurs priorités: la lutte contre l'insécurité, le jugement des nombreux dossiers de crimes économiques et de sang, la consolidation des libertés et de la démocratie ainsi que le partage équitable des fruits de la croissance. Depuis l'avènement du MPSR au pouvoir, nombreux sont les regroupementsd'organisations qui apportent leur soutien aux nouvelles autorités. Du côté des OPM, le son de cloche est vraisemblablement tout autre. A la lecture de leur déclaration, l'on s'aperçoit aisément que ces dernières se veulent réservées et vigilantes face aux tombeurs de l'ex président Roch Kaboré. En outre et toujours selon ce texte, elles affirment regretter ce coup d'Etat qui constitue pour elles un recul démocratique. De ce fait, poursuivent-elles, elles réaffirment leur attachement aux valeurs démocratiques, au respect des droits humains et prennent les militaires à leurs propres mots quant à leur engagement à restaurer l'intégrité territoriale du Burkina Faso. En guise de conclusion, les auteurs de la déclaration ont également plaidé pour le respect et la garantie des libertés d'expression.

Abdoul Karim TAPSOBA

Assassinat Thomas Sankara : 30 ans de prison requis contre l'ex président Compaoré

Débuté le 11 octobre 2021, le procès de l'assassinat du président révolutionnaire, le capitaine Thomas Sankara, est en passe de connaître son épilogue. En effet, ce mardi 8 février 2022, place a été faite aux réquisitions du parquet militaire. L'ancien président, Blaise Compaoré, qui a pris le pouvoir à l'issue du crime du 15 octobre 1987, a été reconnu coupable et écope de 30 ans de prison ferme. Le Général Diendéré, condamné à 20 ans de réclusion pour le putsch de septembre 2015, écope aussi de 20 ans de ferme pour sa responsabilité dans l'assassinat de Thomas Sankara.

Après près de quatre mois de procès entrecoupé de suspensions, le procès de l'assassinat du père de la

La suite à la page 13

La suite de la page 12



Le parquet militaire a respectivement requis 30 et 20 ans d'emprisonnement ferme contre l'ex président du Faso, Blaise Compaoré (g.) et son ex-bras droit, le Général Gilbert Diendéré (dr.)

révolution burkinabè, Thomas Sankara, et douze (12) de ses collaborateurs, le 15 pctobre 1987, tire à sa fin. Après les plaidoiries des avocats de la partie civile, c'étaitt le tour du parquet militaire de faire ses réquisitions. A l'endroit des accusés absents à ce procès que sont l'ancien président Blaise Compaoré et son ex aide de camp, Hyacinthe Kafando, le parquet a requis des peines d'emprisonnement ferme de 30 ans chacun pour chacun d'eux notamment pour des *«faits d'attentat à la sûreté de l'État, d'assassinat et de complicité d'assassinat»*. Pour le cas du Général Gilbert Diendéré, déjà enfermé dans le cadre du putsch manqué de 2015, le procureur a opté pour une peine d'emprisonnement ferme de 20 ans pour des *«faits de complicité d'assassinat, de complicité de recel de cadavre»*. La même peine est requise contre les soldats Bossobé Traoré, Nabonsseoindé Ouédraogo et Idrissa Sawadogo, tous accusés à ce procès. Quant aux autres accusés que sont les soldats Ninda Pascal Tondé, Yamba Elysée Ilboudo et l'officier de gendarmerie à la retraite, Jean **Pierre** Palm, le parquet a respectivement requis des peines d'emprisonnement de 3 et 11 ans ferme et **11 ans avec sursis pour le dernier cité**. D'autres accusés, à l'image de Hamado Kafando et Jean Christophe Alidou Diébré, tous médecins accusés de «faux en écriture» semblent être plus chanceux. En effet, contre eux, le procureur militaire a plaidé leur acquittement, pour «prescription des faits», a-t-on appris. Le procès Thomas Sankara reprend le 1er mars 2022, avec les plaidoiries de la partie défenderesse. Les verdicts finaux prononcés par le juge sont attendus après les plaidoiries des avocats de la défense.

Abdoul Karim TAPSOBA

ANNONCE

WHATSAPP ONLINE ENGLISH



Equip yourself with the right communication skills to operate effectively in an international business environnement.



Le cours, Business English, se déroulera en ligne sur WhatsApp.

Durée :3 mois pour un volume horaire de 60 heures



Tarif: 50.000fcfa payable en trois tranches.
Inscription : 10.000f

INSCRIVEZ-VOUS

WhatsApp 66 27 21 87

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Guerre d'Algérie : Emmanuel Macron rend hommage pour la première fois aux victimes du métro Charonne



Quelques jours après avoir décrit la fusillade de la rue d'Isly comme un « massacre impardonnable pour la République », le président Emmanuel Macron a réalisé un nouveau geste mémoriel concernant la guerre d'Algérie. Le chef de l'Etat français a rendu hommage, mardi 8 février 2022, aux neuf victimes mortes au métro Charonne. Une manifestation pour la paix en Algérie, le 8 février 1962 à Paris, qui avait été très durement réprimée par la police sous l'autorité du préfet de l'époque Maurice Papon, a rapporté le média Ouest-France.

Une association LGBT dénonce des sévices contre un transgenre au Bénin



Hirondelle Bénin, une organisationLGBT(Lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) qui lutte pour la défense des droits de ces minorités au Bénin, a dénoncé sur sa page twitter des sévices contre un transgenre à Pahou. Les faits se seraient déroulés dans le commissariat de cette ville du département de l'Atlantique. «Nous condamnons les actes de bastonnade, de torture et d'humiliation subis par lovely, un de nos pair transgenre, dans le commissariat de Pahou dans le département de l'Atlantique » a tweeté l'association. Elle estime que « lovely » est une femme transgenre de nationalité béninoise. Et à ce titre, elle « a le droit d'être protégée aussi », a rapporté le média La Nouvelle Tribune.

Ouganda : l'écrivain accusé d'insulte au président sera jugé en mars



Le procès de l'écrivain Kakwenza Rukirabashaija (image) pour insulte au président ougandais et à son fils s'ouvrira le 23 mars, a annoncé lundi un tribunal de Kampala. Arrêté le 28 décembre, ce jeune auteur critique du pouvoir avait été inculpé le 11 janvier de «communication offensante» envers le chef de l'Etat, Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 1986, et son fils, le général Muhoozi Kainerugaba, dans une série de publications sur Twitter. Selon son avocat, il avait finalement été libéré, sous caution, le 26 janvier, après avoir été maintenu en détention en dépit d'une décision de justice ordonnant sa remise en liberté. Selon TV5 Monde, le juge Douglas Singiza, qui a fixé la date d'ouverture du procès de l'écrivain au 23 mars, a refusé d'assouplir les conditions posées à sa remise en liberté, qui incluent notamment une interdiction de parler à la presse.

Maroc: Après Rayan, un autre garçonnet de 7 ans meurt dans un puits

Khalid, un garçonnet de 7 ans, souffrant du syndrome de Down est mort par noyade en tombant dans un puits de 40 mètres de profondeur situé à Douar Sebt Dar Ben Hssein sis Caïdat Sidi Abderrazak, dans la municipalité de Tifelt, a rapporté Maroc Hebdo. Ce drame se produit alors que le Maroc venait d'enterrer le lundi 7 février 2022, le petit Rayan, 5 ans, mort dans un cas similaire.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Le FMI accorde une facilité de crédit prolongée de 1,4 milliard de dollars



Le gouvernement zambien et le Fonds monétaire international (FMI) ont conclu un accord sur une facilité de crédit prolongée de 1,4 milliard de dollars sur trois ans, a annoncé le ministère zambien des Finances, selon Afrimag. Cet accord fournira à la Zambie « l'espace budgétaire dont elle a besoin et contribuera à consolider notre programme économique national qui repose sur quatre piliers, à savoir la transformation économique et la création d'emplois, le développement humain et social, la durabilité environnementale et la bonne gouvernance », a souligné le ministre des Finances, Situmbeko Musokotwane, dans un communiqué.

Niger: les huit anciens dignitaires rwandais devraient être reconduits à Arusha



Acquittés ou libérés par le TPIR après avoir purgé leur peine, les huit anciens dignitaires du régime rwandais durant le génocide de 1994 devraient être reconduits à Arusha. Ex-officiers supérieurs et ministres durant le génocide de 1994, ils attendent depuis plus de 15 ans de trouver un exil, pour certains : la France, la Belgique, le Canada ou encore le Danemark, où se trouve une partie de leurs familles, refusent de les accueillir. Soit un casse-tête pour l'ONU. Pour le juge, leur renvoi vers Kigali, auquel tous s'opposent, ne peut se faire sans leur consentement ou sans les avoir entendus.

RDC/ Ituri: 4 morts et plusieurs portés disparus dans l'éboulement d'une mine à Djugu



Quatre personnes sont mortes à la suite d'un éboulement de terre survenu le dimanche 6 février 2022 dans la mine de ADIDI à l'Ouest de la commune rurale de Mungwalu, territoire de Djugu, a rapporté Radio Okapi. L'état vétuste de ce puits minier serait à la base de ce drame. Le bilan fait également cas de plusieurs personnes blessées et portées disparues. Pour sa part, le bourgmestre de cette commune, Jean-Pierre Bikilisende, a déclaré ne pas comprendre comment cet incident a pu se produire, vu que l'exploitation de ce chantier minier a été interdite par les autorités depuis 2006.

Tunisie: Le député Becher Chebbi condamné à huit mois de prison



Selon Mosaïque FM, la Chambre correctionnelle au Tribunal militaire de Tunis a condamné l'avocat et député Becher Chebbi, à huit mois de prison par contumace, le lundi 07 février 2022. Becher Chebbi est condamné dans une affaire d'atteinte au moral de l'armée et pour appel à la rébellion. Se trouvant actuellement à l'étranger, le mandat d'amener émis à son encontre n'a pas été exécuté. De ce fait, le député Becher Chebbi est désormais considéré comme un fugitif.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Le Rwanda et le Kenya veulent améliorer leurs échanges en matière de commerce et de transport



Selon l'Agence Ecofin, le Rwanda et le Kenya veulent placer le commerce et le transport au cœur de leurs rapports bilatéraux. Le sujet a fait l'objet de discussions, le jeudi 3 février 2022, entre le président kenyan, Uhuru Kenyatta et son homologue rwandais, Paul Kagame, qui était en visite de travail à Nairobi. Enclavé entre la RDC et la Tanzanie, le Rwanda s'appuie énormément sur le port de Mombasa pour son commerce international. Kigali consolide ses liens avec le Kenya pour s'assurer de la continuité de ce canal d'approvisionnement. Kigali souhaite manifestement diversifier ses canaux d'approvisionnement, pour pallier sa position enclavée.

RWANDA : le RIF investit dans les véhicules électriques de MAX.ng



Selon Afrik 21, le Fonds rwandais pour l'innovation (RIF) investit dans Metro Africa Xpress (MAX.ng), une plateforme basée à Lagos au Nigéria, qui met en relation des particuliers avec des conducteurs de motos-taxis en Afrique. Pour la présidente d'Angaza Capital, Angela Homsi, «MAX facilite une transition vers les véhicules électriques grâce à des bornes de recharge et des stations d'échange de batteries. Les conducteurs de cette plateforme ont accès à des véhicules électriques zéro émission grâce à des méthodes de paiements abordables». Cette nouvelle alliance entre les deux partenaires permettra au Rwanda de conforter sa vision en matière de mobilité électrique en Afrique de l'Est.

Le Kenya et l'Éthiopie concluent un nouvel accord d'achat d'électricité



Le Kenya a conclu un nouvel accord avec l'Ethiopie à Nairobi le 4 février 2022 dans le but d'accélérer encore l'achat d'électricité bon marché hydro-traitée d'Addis-Abeba. Les deux pays ont délibéré sur les accords commerciaux d'électricité signés précédemment, les directives et procédures de finalisation et d'opérationnalisation, ainsi que les accords d'interconnexion à la lumière des progrès réalisés de part et d'autre. Selon un communiqué du ministère éthiopien des Affaires étrangères cité par The East African, le nouvel accord conclu à Nairobi vise à «réaliser les aspirations des peuples respectifs des deux pays à l'intégration économique régionale et au développement durable».

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Kenya: La Banque mondiale accorde un prêt agricole de 200 millions de dollars



La Banque mondiale accordera au Kenya 200 millions de dollars pour soutenir divers projets de développement visant à améliorer la sécurité alimentaire dans le pays. Vinay Kunar Vutukru, économiste agricole à la banque, a déclaré lundi 07 février à The East Africa que l'institution négociait avec l'État sur le nouveau prêt qui sera acheminé vers diverses chaînes de valeur agricoles. «Nous sommes actuellement en pourparlers avec le gouvernement en vue de poursuivre notre soutien au secteur agricole pour améliorer la production alimentaire», a déclaré M. Vutukuru.

Le CDC élevé au rang d'agence de santé de l'UA



Lors de la 35e session ordinaire de l'Union africaine, les chefs d'État et de gouvernement ont pris la décision historique d'élever le statut des centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC) au rang d'agence de santé autonome de l'Union africaine (UA). Selon Nation africa, l'agence a reçu les pleins pouvoirs pour fonctionner de manière autonome. «Lors du Sommet de l'UA 2022, les chefs d'État et de gouvernement ont pris la décision historique d'élever le statut d'AfricaCDC au rang d'agence de santé autonome de l'UA..», a déclaré John Nkengasong, directeur d'AfricaCDC, sur Twitter.

Football : L'Atletico Madrid recrute le Mozambicain Reinildo Mandava de Lille



L'Atletico Madrid a signé Reinildo Mandava sur un contrat allant jusqu'à l'été 2025. L'ancien arrière gauche lillois sera en concurrence avec Renan Lodi et Yannick Carrasco pour cette place sur le côté gauche de la défense de Diego Simeone. «Je suis très heureux d'être à l'Atletico», a déclaré Reinildo. « C'est un rêve devenu réalité car je rêve d'atteindre le sommet depuis que je suis enfant. Encore plus quand on vient d'Afrique, d'un pays comme le Mozambique. Reinildo, 28 ans, est né à Beira au Mozambique et a débuté sa carrière chez Ferroviario da Beira, précise clubofmozambique.com

CAN 2021 : ''un tournoi inutile et dénué de sens'' selon le président du Conseil des droits de l'homme pour l'Afrique



Le président du Conseil des droits de l'homme pour l'Afrique Nii Ayitey Anumle Oyanka a interrogé les dirigeants africains sur les sommes qu'ils investissent dans les équipes nationales de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) qui n'apportent rien de significatif. Selon lui, le tournoi piloté par la Confédération africaine de football (CAF) ne voyage pas en dehors du continent africain comme les compétitions européennes, relate News of Ghana. « Un tournoi qui ne voyage pas en dehors du continent africain est inutile et dénué de sens. « Vous pouvez investir 10 millions de dollars et gagner 5 millions de dollars, c'est une perte totale pour les pays africains (…) », a noté le roi Oyanka.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Ghana : Le gouvernement impose une taxe électronique



Le gouvernement ghanéen a été invité à combler les nombreuses lacunes de son régime fiscal, à resserrer l'administration financière et à assurer une transparence maximale dans l'utilisation des fonds publics. En effet, le prélèvement électronique de 1,75% a suscité la controverse depuis son annonce dans le budget 2022 et avait fortement divisé le Parlement, la minorité s'engageant à voter contre son adoption. Le prélèvement doit permettre au gouvernement de générer des revenus à partir des transactions électroniques, y compris l'argent mobile. Il devrait également réduire certaines dépenses injustifiées, réduire la taille du gouvernement et trouver des moyens innovants de faire en sorte que les ressources du pays rapportent un maximum d'avantages aux citoyens plutôt que d'étirer excessivement les limites des Ghanéens, en particulier les travailleurs du secteur public, rapporte News of Ghana.

La corruption entrave l'application des règles de circulation à Zanzibar en Tanzanie



Les autorités tanzaniennes de Zanzibar ont déclaré jeudi que la corruption restait le principal obstacle à l'application efficace des règles et règlements de la circulation, selon Xinhua. Rahma Kassim Ali, ministre des Travaux publics, des Communications et des Transports de Zanzibar, a indiqué que le non-respect des règles et réglementations de la circulation était à l'origine de nombreux accidents de la route. «*Nous avons de bonnes règles et réglementations qui régissent l'utilisation de nos routes, mais leur application reste faible en raison de la corruption*», a déclaré Ali lors d'une réunion des parties prenantes. Ali a souligné qu'il y avait des irrégularités même dans la délivrance des permis de conduire, ajoutant que certaines personnes qui possédaient un permis de conduire ne pouvaient pas conduire même sur un mètre.

Centrafrique : le bureau de l'Assemblée nationale éclaboussée par une nouvelle affaire de pot-de-vin



Le bureau de l'Assemblée nationale est mis en cause dans une nouvelle affaire de pot-de-vin dans l'attribution des permis d'exploitation miniers en République centrafricaine. L'honorable Simplice Mathieu Sarandji, président du parlement, deuxième personnalité de la République, son adjoint, l'honorable Évariste Ngamana ainsi que d'autres députés sont accusés d'avoir soutiré aux entreprises chinoises plus de 30 millions de francs CFA, selon Corbeau news. L'affaire fait du bruit depuis quelques semaines au sein de l'Assemblée nationale, mais révélée la semaine dernière par l'opposition démocratique. La COD-2020, le MLPC et la PATRIE ont accusé dans une déclaration commune le bureau de l'Assemblée nationale de corruption en contrepartie d'une convention minière.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
KOMBOÏGO Francis

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
TTC
A Seulement
≈ 90 €
≈ 104 $
≈ 59 000 FCFA
http://quotidiennum
Contacts : +226 76 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info